



Paraguay

Introduction

L'évaluation des « Initiatives sur la Résilience de la Conservation Communautaire » au Paraguay s'est basée sur la discussion et le débat avec trois communautés rurales faisant face à différents défis. Il s'agit de deux premières communautés paysannes de l'est du Paraguay, la communauté San Miguel de Minga Porâ et la communauté Maracanâ ; et d'une troisième dite La Esperanza, communauté d'autochtones Enhlet localisée dans la basse région de Chaco.

Auparavant, l'est du Paraguay, représentant 39% de la superficie totale du pays, était essentiellement recouvert de savanes boisées, de prairies et de denses forêts humides subtropicales. Aujourd'hui, la majorité de ces types de végétation a été transformée au profit de l'élevage de bétail et d'une agriculture industrielle ; facteurs déterminants de la déforestation. La région du Chaco correspond aux 61% du reste du territoire paraguayen. Il s'agit d'une plaine alluviale formée par l'érosion des contreforts des Andes. Cette région est recouverte d'une végétation très influencée, et souvent inondée, par les rivières Paraguay et Pilcomayo.

Le Paraguay dispose déjà d'un large cadre politique qui est sensé protéger la biodiversité, garantir et promouvoir l'accès aux terres, et restreindre les abus liés à une production d'échelle industrielle. Cependant, la corruption qui prévaut au sein de tous les secteurs de l'état et au sein du secteur privé fait que les abus et les irrégularités perdurent en toute impunité.

Les premières menaces touchant la résilience de la conservation communautaire au Paraguay concernent l'agriculture industrielle et son faible encadrement. La course à la libéralisation des terres pour y implanter une agriculture industrielle à des fins d'exportation, plus particulièrement pour la production de viande bovine et de soja OGM, a dévasté les forêts du pays. De nombreux petits agriculteurs ont été persuadés de vendre ou de louer leurs terres (bien que beaucoup d'entre eux n'aient

pas obtenu les retours qui leurs avaient été annoncés). Les membres restants des communautés ont parlé d'écoles vidées, de terres et d'eau contaminées par les produits agricoles toxiques qui, en plus d'avoir anéanti leurs champs et leurs cheptels, ont intoxiqué les habitants. Ils ont évoqué des problèmes grandissants causés par le ravage de cette agriculture industrielle sur les parcelles de culture non traitées chimiquement des communautés.

Les communautés sont confrontées à une combinaison de corruption, d'application législative minimale, et de saisies illégales souvent violentes – mais sur lesquelles le gouvernement ferme les yeux – de leurs terres. A côté de cela, ils subissent le manque d'un encadrement gouvernemental efficace, auquel s'ajoute une pénurie d'eau potable, de services de santé, de routes et d'écoles.



L'acquisition des terres et l'expropriation sévit au Paraguay. Ronnie Hall/CIC



Resilience et conservation communautaire au Paraguay

Malgré tout, les trois communautés se sont activement engagées dans l'initiative de restaurer des habitats et de renverser les dommages environnementaux. Cette entreprise est menée en premier lieu par la plantation d'arbres pionniers et d'autres espèces végétales dans le but de faciliter la pousse spontanée de la végétation indigène via une succession naturelle. Les pratiques agricoles traditionnelles des communautés ont le mérite d'avoir une incidence environnementale minimale, dans la mesure où elles n'impliquent pas de produits chimiques et moins de travail des sols.

Minga Porã est un exemple de ce que la négligence environnementale et sociale implique dans les faits. Cette région possède des sols fertiles de latérite qui, avec quelques 45000 espèces de plantes vasculaires, servaient de soutien majeur à la biodiversité subtropicale des forêts humides d'Alto Parana. Cependant, depuis 1980, le territoire où la communauté s'est installée a été très sollicité ; et l'expansion de la culture du soja et de l'élevage animal ont généré des incidences considérables sur l'environnement. A présent, la région a subi une profonde déforestation, et il ne reste que quelques carrés boisés. En 1990, après des décennies de lutte et de violentes expulsions, un groupe de 90 familles sans terres s'est emparé de 260 ha. Cette zone est maintenant connue sous le nom de la communauté 'San Miguel'. Des occupants d'origine, seulement 15 familles ont maintenus, sans soutien de l'état, une pratique agro-écologique productive, dont ils

vendent les produits excédents sur des marchés locaux. Ils ont protégé une petite zone de 4 à 6 ha afin de préserver des espèces végétales indigènes avant qu'il ne soit trop tard. Dans les prochaines années, ils comptent utiliser cet oasis de biodiversité pour restaurer des zones de forêt plus larges.

La communauté de Maracanã fait face aux mêmes difficultés. La dense forêt d'Alto Parana a été détruite et détériorée pour exploiter l'abondante richesse de l'herbe à Maté utilisée dans la boisson régionale du thé Maté et pour récolter des espèces de bois précieuses. Le sol contient un taux élevé de sable et est sujet à l'érosion.

La propagation du modèle agricole industriel engendre la disparition de petits producteurs. Selon les membres de la communauté, le principal défi auquel ils se trouvent confrontés concerne la pression qu'ils subissent à vendre ou à louer leurs terres à de grands propriétaires voisins cultivant du soja transgénique. Les membres de la communauté sont aussi menacés par les produits chimiques et toxiques utilisés pour traiter le soja. Ces traitements altèrent non seulement leurs champs, leurs cheptels domestiques et leurs revenus, mais aussi leur santé en les rendant malades, parfois mortellement. Une autre menace identifiée est celle du défaut de connaissances techniques pour améliorer la durabilité de la production et accélérer le rétablissement des forêts de la communauté. Pourtant celle-ci

riposte, en ayant pris l'initiative elle-même de redonner vie aux cours d'eau et aux zones humides.

A l'ouest du Paraguay, dans les paysages de prairie, de forêts d'arbustes humides ou secs et de savanes couvertes de palmiers, se trouve, isolée, la communauté autochtone La Esperanza. Les 200 familles qui occupent les 11200 ha de La Esperanza sont organisées en 6 petits villages. La communauté établie là est particulièrement dépendante de son environnement. La restauration de la végétation indigène et des cycles de l'eau est essentielle pour elle. Les membres de la communauté ont une riche tradition de confection de matériaux à partir de diverses fibres végétales.

Les sols d'argile sont salés, inondés lors de la saison humide et ne conviennent pas pour l'agriculture. Le principal obstacle ici a concerné l'élevage de bétail. Celui-ci a eu comme conséquences la disparition de la végétation indigène, dont des forêts, ainsi que le blocage délibéré de cours d'eau, ce qui entrave l'écoulement de l'eau au fil des pentes naturelles. La communauté se plaint aussi de la pression des églises évangéliques et des groupes politiques qui veulent l'abandon de ses pratiques et de ses savoirs traditionnels, notamment des rites et de l'artisanat.

La force des Enhlet est leur capacité à mener une production de façon durable (notamment pour les produits agricoles destinés à la consommation et pour l'élevage de bétail à petite échelle), ainsi que le maintien en harmonie avec



l'environnement de leur culture, de leur cuisine locale, de leurs traditions médicales et spirituelles.

Ils jouent déjà un rôle important dans la mise à disposition de l'eau pour les animaux ; et ce rôle est d'autant plus important face aux barrages illégaux et aux pénuries

d'eau de plus en plus fréquentes. Ils s'efforcent de restaurer la végétation indigène, le cycle naturel de l'eau et s'évertuent à développer une certaine conscience de ces problèmes parmi les autorités locales et les propriétaires terriens. Les Enhlet veulent s'assurer qu'aucun nouveau barrage ne soit

construit et que les anciens soient détruits. Un groupe de 66 femmes de La Esperanza a exprimé son intérêt à mettre en place une production de matériaux et l'enseignement de ces techniques aux jeunes femmes.

Conclusions préliminaires et recommandations

Les communautés participant au CCRI ont déjà toutes entrepris avec succès la pratique de l'agro-écologie, la sauvegarde de graines, la restauration d'habitats et de sols dégradés, ce qui pourrait être étendu et répliqué avec un soutien adéquat.

Un tel soutien doit consister pour une part à supporter les revendications des communautés quant à leurs droits terriens. Il devrait aussi se concentrer sur la protection du savoir traditionnel, et donner les moyens aux communautés d'intégrer de nouvelles connaissances, compétences et technologies. Un politique publique plus efficace et l'application de la loi sont nécessaires pour garantir la conformité aux normes existantes.

Un autre besoin remarquable est celui de renforcer les réseaux de soutien législatif défenseurs des droits humains des communautés, droits universaux que les grands producteurs industriels tendent à violer. La mise en réseau et l'échange d'informations entre les communautés, les consommateurs et d'autres alliés potentiels à l'échelle locale, régionale, nationale et globale, serait aussi bénéfique.

Ce CCRI s'est particulièrement concentré sur le dialogue avec les femmes et les jeunes générations, dans la mesure où ces deux groupes sont identifiés comme les principales victimes des pressions sur les territoires et la culture des communautés. Ces personnes sont aussi des acteurs clefs dans le rétablissement des savoirs et des pratiques des communautés, ainsi que dans celui des capacités de conservation et de résilience communautaire.

Les trois communautés ont manifesté leur détermination à rester sur leurs terres et à défendre leurs modes de vie. Leurs forces et leur

résilience, elles les ont rattaché à l'unité, la coopération, la profondeur des racines culturelles, et l'autosuffisance alimentaire. En plus de la restauration de leur environnement, il est primordial de garantir un accès aux terres, de renforcer l'offre de formations et l'éducation, d'améliorer les opportunités commerciales pour la production agro-écologique – en particulier pour les jeunes générations –, enfin, d'élever la conscience aux menaces impliquées par la monoculture arboricole. Un soutien à toutes ces nécessités prioritaires pourrait aider à redonner force à la résilience et à la conservation des communautés.



Usine de transformation Cargill au Paraguay. Ronnie Hall/CIC



Témoignage

Lucia Arévalos: Ce que je comprends, c'est qu'en tant que citoyenne paraguayenne, j'ai droit à des services de santé et d'éducation et des ressources mais que je n'ai pas accès à ces droits parce que notre aptitude à produire de la nourriture et d'autres choses est en train de disparaître. On ne peut pas même rendre visite à notre mère qui vit loin de nous parce qu'on ne peut pas se le payer. Je veux que tout le monde vienne et voit ce qu'il est en train de se passer ici. Du soja est en train d'être planté partout, même juste à coté du cours d'eau qui en est devenu contaminé. Et où va l'eau ? Elle traverse nos terres, et devient la source de toutes nos maladies. Dans la partie basse de notre territoire il y a un ruisseau où tout le monde avait l'habitude de se baigner ; mais on ne peut plus à présent, l'eau est urticante et nous donne des démangeaisons. Les personnes sont chassées d'ici et les écoles sont vides. Et ça ne concerne pas que nous, c'est en train de se passer partout.



Miguel Lovera/CIC



Garde à vue Taba Jopoi à Curuguaty, Paraguay. Les villageois, femmes et enfants y compris, dans un affrontement concernant leurs droits territoriaux et la pulvérisation de produits chimiques confrontés à des militaires armés et des agents de police. En 2012, un conflit violent sur une propriété de culture de soja à Curuguaty a été le prétexte à la destitution du président Lugo. Luis Wagner/CIC

Fermiers paysans protestant contre l'expropriation de terres en bloquant la route, Paraguay. Hugo Hooijer/CIC

